

L'Appel

de l'abbé Pierre
1954 - 2024

70 ans



FONDATION
Abbé Pierre

LES « TANGUY » : LE RETOUR

QUAND LES JEUNES ONT DU MAL
À QUITTER LE NID

“

Je vois trop souvent des jeunes n'ayant aucun espoir, ni de fonder une famille, ni de pouvoir vivre avec la personne qu'ils aiment.

Tout ça parce qu'ils n'ont pas d'emploi ni de logement.

Ils sont obligés d'aller pleurer chez leurs parents pour être logés.

On sait que cette cohabitation ne peut pas durer.

abbé Pierre

”



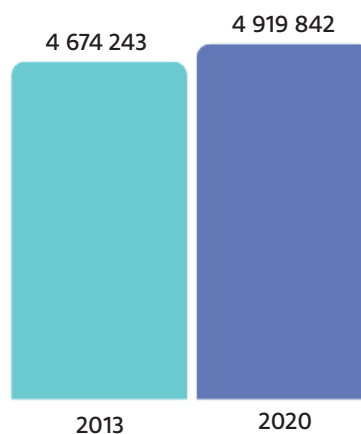
Près de cinq millions d'adultes vivent chez leurs parents, d'après notre exploitation inédite de la dernière Enquête nationale Logement (ENL 2020). Popularisé par la comédie d'Etienne Chatiliez, ce phénomène des « Tanguy », quand il perdure dans le temps bien après l'âge de 18 ans, est un symptôme avéré de la crise du logement et de la pénurie de logements accessibles, en particulier dans les grandes agglomérations tendues où se concentrent les jeunes adultes.

Le sort des adultes hébergés chez leurs parents est très variable. Certains sont satisfaits de leurs conditions de logement, surtout quand ils sont jeunes, en étude et dans des logements de qualité qui leur procurent une certaine intimité. Pour d'autres, notamment quand cette situation s'éternise, elle constitue un frein majeur à leur autonomie, en particulier quand ils ne sont plus étudiants, travaillent voire vivent déjà en couple et subissent des situations d'inconfort, de surpeuplement. On peut noter notamment que 1 256 000 personnes de 25 ans et plus sont encore hébergées chez leurs parents, à un âge avancé où il est généralement préféré de vivre de manière autonome par rapport à ses parents.

250 000 JEUNES HÉBERGÉS CHEZ LEURS PARENTS SUPPLÉMENTAIRES.

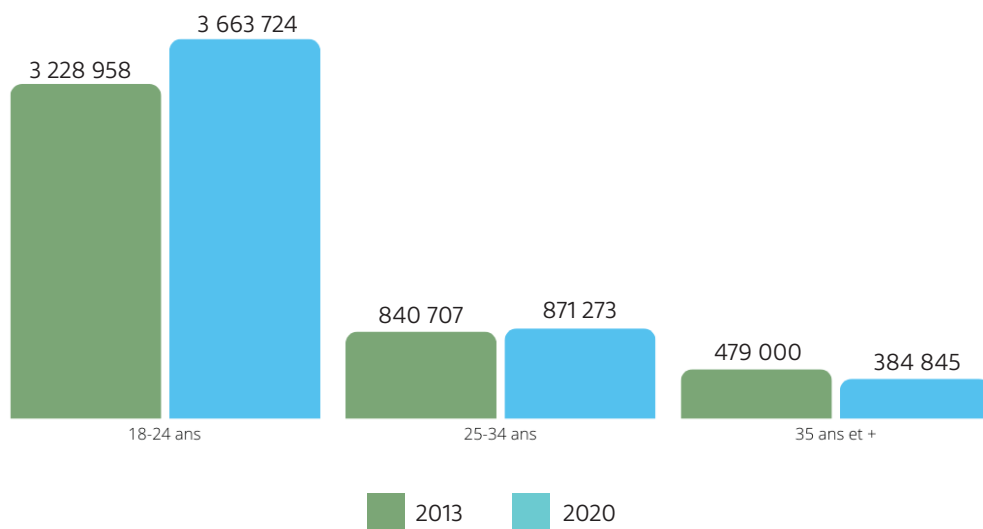
Depuis la dernière enquête de la Fondation Abbé Pierre (« [La Face cachée des Tanguy](#) ») publiée à partir des chiffres de 2013, le nombre de jeunes concernés est en hausse de 250 000 personnes¹, pour atteindre le chiffre de 4 920 000 personnes, alors qu'ils n'étaient que 4 674 000 en 2013.

Jeunes hébergés chez leurs parents



1. A l'heure actuelle, près de quatre ans pourtant après, les variables à notre disposition de l'ENL 2020 n'incluent pas encore des questions intéressantes (retour des enfants après une première décohabitation, raisons de ce retour, freins à la décohabitation, volonté de décohabitation etc.), à cause des retards de l'administration. Une véritable « précarité statistique » qui contribue à invisibiliser un phénomène inquiétant.

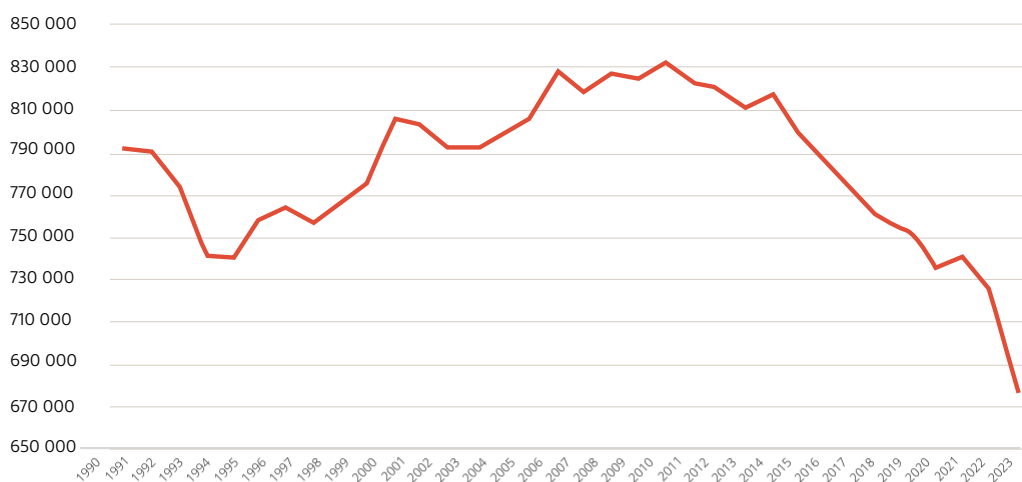
Enfants hébergés chez leurs parents selon l'âge



Cette évolution confirme que le problème du manque d'autonomie résidentielle des jeunes reste un problème massif, mais la hausse du nombre de personnes concernées depuis 2013 reflète avant tout le plus grand nombre

de jeunes en France, les enfants du « baby-boom de l'an 2000 » arrivant progressivement à l'âge adulte. La hausse des Tanguy se concentre d'ailleurs exclusivement chez les 18-24 ans.

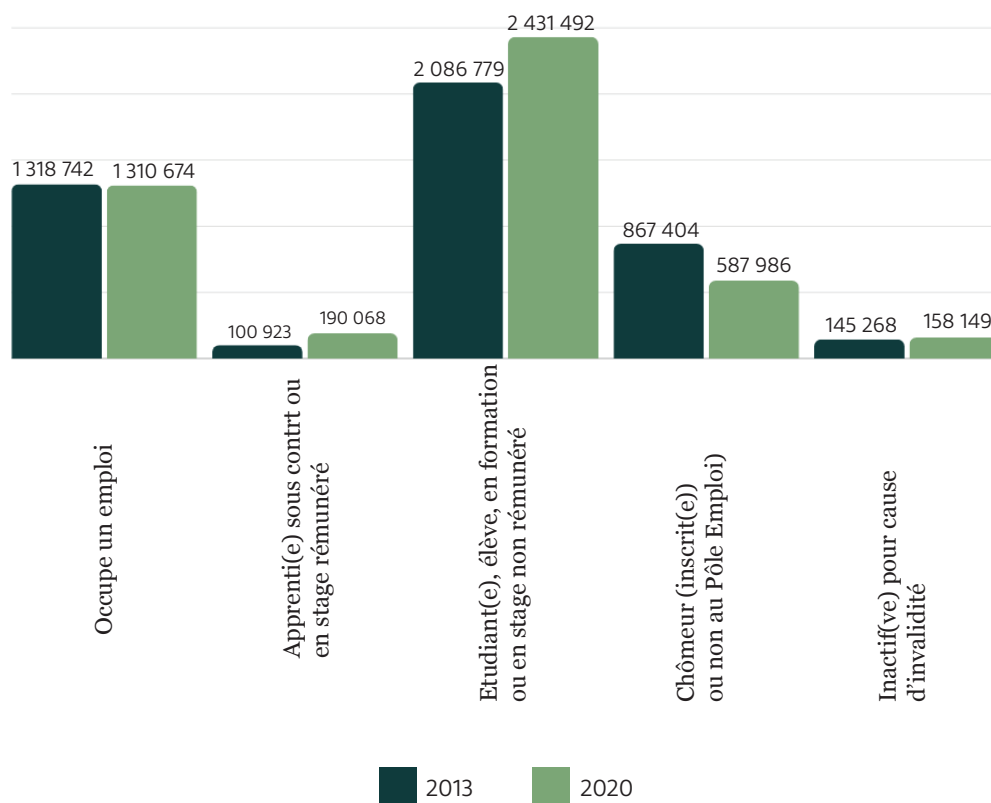
Nombre de naissances (France)



La natalité ayant continué à augmenter en France jusqu'en 2010, on peut d'ailleurs craindre que le nombre de jeunes Tanguy continue à s'accroître

dans les prochaines années, si rien n'est fait pour améliorer le logement des jeunes.

Activité des hébergés chez leurs parents (2013 - 2020)



Les Tanguy sont majoritairement des étudiants, pour 2,4 millions d'entre eux, ce qui est assez logique pour ceux qui étudient près de chez leurs parents et faute de vrai salaire pour se loger de manière autonome. Mais on compte aussi 1,3 million de personnes en emploi qui vivent chez leurs parents, ce qui peut refléter des salaires trop bas et des niveaux de loyer trop élevés ou des logements sociaux trop rares pour pouvoir décohabiter quand cela est souhaité.

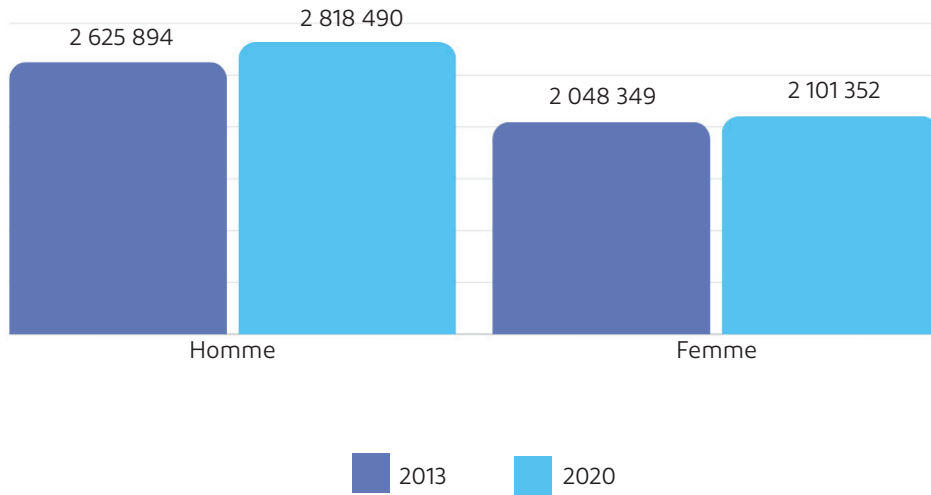
Enfin, on compte également près de 600 000 personnes au chômage, un chiffre en baisse depuis 2013, en lien avec la baisse du chômage des jeunes en général sur cette période.

TANGUY, PRÉNOM MASCULIN

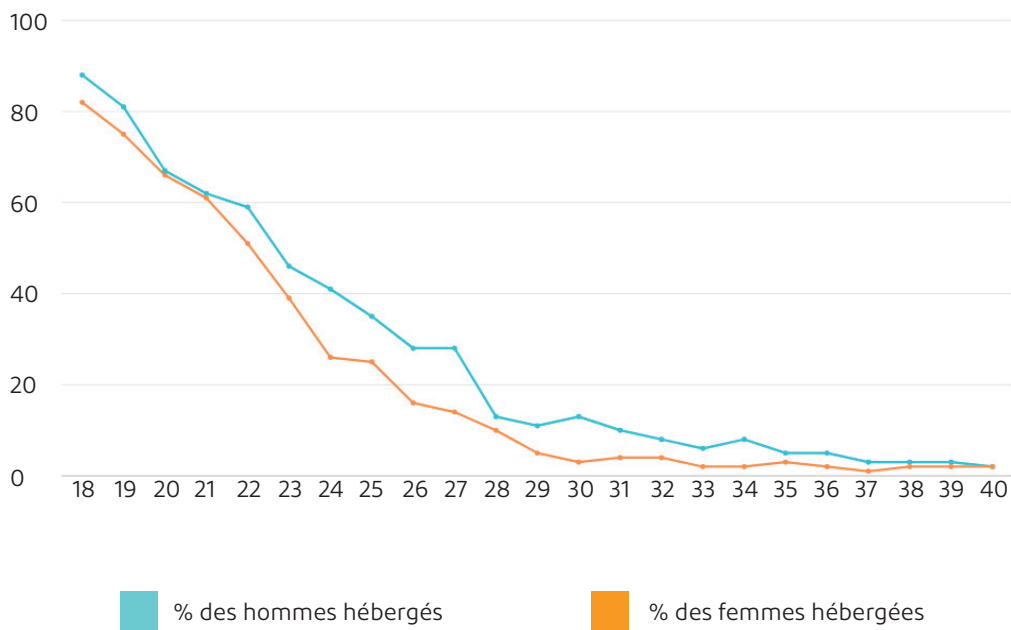
La comparaison entre hommes et femmes montre un effet genre important qui se creuse depuis 2013. Les jeunes hommes sont bien plus nombreux que les jeunes femmes à rester chez leurs parents. La France compte ainsi 2,8 millions d'hommes hébergés chez leurs parents contre seulement 2,1 millions de femmes. Et ce « gender gap » s'accroît : entre 2013 et 2020, la hausse des hébergés chez leurs parents est presque entièrement due aux hommes : on compte ainsi près de 200 000 hommes hébergés de plus entre les deux enquêtes, contre seulement 50 000 femmes supplémentaires.

A 30 ans, 3 % des femmes vivent chez leurs parents contre 13 % des hommes, une différence de 1 à 4 ! Cette différence de décohabitation n'est pas nouvelle, et s'explique notamment par une mise en couple plus précoce des jeunes femmes, dans des relations où la femme est en moyenne plus jeune que son conjoint, lui permettant ainsi de décohabiter plus rapidement de chez ses parents. On peut également l'expliquer par une décohabitation précoce liée aux études. Dans l'enseignement supérieur, on compte plus de femmes (56 %) que d'hommes (46 %), les mobilités vers des villes universitaires peuvent occasionner des décohabitations plus nombreuses pour les femmes.

Nombre de personnes hébergées chez leurs parents, selon le sexe (2013 - 2020)



Pourcentage des hommes et des femmes hébergés chez leurs parents, selon l'âge.



POUR UNE VRAIE POLITIQUE DU LOGEMENT DES JEUNES

Cette réalité massive est un signal supplémentaire montrant la gravité de la crise du logement des jeunes. Pour leur permettre de se lancer dans la vie de manière autonome au moment choisi, ils ont plus que jamais besoin de politiques du logement plus volontaristes, en particulier en direction des jeunes précaires. Cela passe par différents outils trop négligés. A court terme, encadrer les loyers est une nécessité qui permettrait d'écrêter les loyers les plus abusifs au m², c'est-à-dire les petits logements dans les grandes agglomérations, qui sont ceux occupés majoritairement par des jeunes. L'encadrement des loyers progresse dans certaines villes depuis quelques années, mais de nombreuses autres en sont encore privées, soit par manque de volonté des élus locaux soit parce que la loi ne les y autorise pas. Ensuite, les jeunes comptent parmi ceux qui ont le plus souffert des 4 milliards d'euros par an de coupes du gouvernement dans les aides personnelles (APL), et qui bénéficieraient donc le plus d'une revalorisation de ces aides destinées aux locataires à bas revenus. L'accès au logement locatif serait également plus simple, et surtout plus équitable si une caution publique comme Visale, mise en œuvre plus systématiquement, pouvait aider les jeunes sans garant fiable aux yeux des bailleurs à trouver un logement. Mais ces chiffres reflètent avant tout

une pénurie localisée de logements abordables pour les jeunes. Y répondre passe nécessairement par une véritable politique du logement étudiant, des foyers de jeunes travailleurs et du logement social en général. Or, ces segments indispensables de la chaîne du logement ont été fragilisés par la hausse des prix de l'énergie, des taux d'intérêt, des coûts de construction et du foncier, mais aussi par des choix politiques délétères. On pense notamment à la hausse de la TVA sur la production HLM, mais aussi à la ponction de 1,3 milliard d'euros par an du gouvernement sur les bailleurs sociaux. Autant de mesures, dans un contexte déjà difficile, qui ont précipité la chute de la production neuve de logements sociaux et qu'il conviendrait de supprimer pour viser à nouveau 150 000 logements sociaux neufs par an dont 60 000 logements très sociaux, et un plan de rattrapage de logements étudiants.

Face à la pénurie de logements,

OUTRE LES TANGUY, 600 000 HÉBERGÉS CHEZ DES TIERS

l'hébergement joue un rôle de soupape de sécurité important, qui contribue à préserver de la rue les personnes qui y ont recours, mais aussi à invisibiliser des millions de personnes en difficulté de logement. A côté des enfants majeurs hébergés par leurs parents, qui représentent la grande majorité de ces situations, il existe 600 000 personnes hébergées chez des tiers à d'autres titres, qu'il s'agisse d'un hébergement chez des amis, des cousins, des oncles et tantes ou chez ses propres enfants. Et les tendances sont inquiétantes puisque ces situations sont 80 000 de plus qu'en 2013.

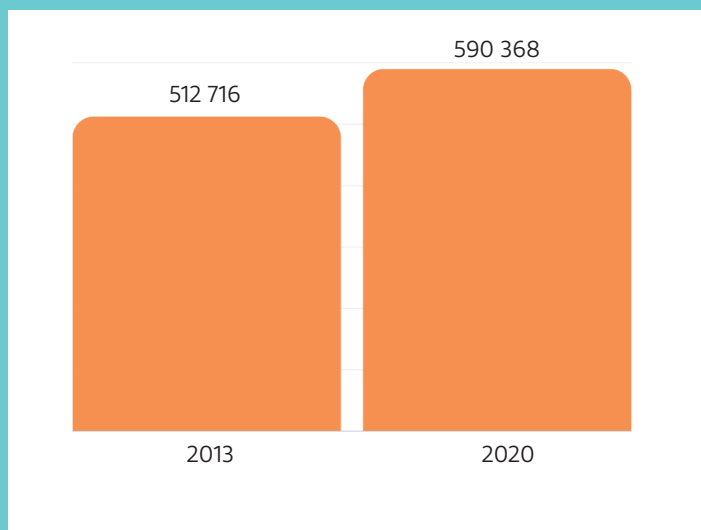
Ces situations très variées reflètent

une crise du logement qui s'aggrave et portent de nombreuses personnes à trouver un refuge plus ou moins précaire chez d'autres. Ces hébergements peuvent exprimer des formes de solidarité bienvenues, mais sont aussi parfois propices à de véritables formes d'exploitation et d'abus de personnes vulnérables. En tout état de cause, elles ne permettent pas aux personnes hébergées d'avoir un chez-soi, un minimum de stabilité, d'autonomie et d'intimité.

Bref, d'avoir un vrai logement personnel.

L'hébergement chez des tiers progresse (+15%)

Personnes accueillies par leurs enfants, amis, famille (hors parents).





Être humain !

DÉLÉGATION GÉNÉRALE

3, rue de Romainville 75019 PARIS

Téléphone : 01 55 56 37 00

fondation-abbe-pierre.fr

MANUEL DOMERGUE

Directeur des études

mdomergue@fondation-abbe-pierre.fr